

Questions / Réponses Concours Cassin 2015

n°	Paragraphe	Question
1	1	L'Etat de Simonie a-t-il ratifié les protocoles additionnels à la Convention ? Oui sauf le protocole 7
2	1	La Simonie est-elle un État membre de l'Union Européenne ? Non
3	1	La Simonie est-elle un Etat-membre de l'Union Européenne ? Voir réponse à la question 2
4	1	Sur quel point particulier portait la question préjudicielle posée par le juge de Rigaulie à la Cour de justice de l'Union européenne dans le cadre de la demande de Paul voulant voir ses filles en Simonie conformément au jugement de divorce de Paul et Laura? Non recevable (mauvais paragraphe)
5	1	Est-ce que la Simonie fait partie de l'Union Européenne ? Voir réponse à la question 2
6	1	La Simonie est-elle un membre de l'Union Européenne ? Voir réponse à la question 2
7	8	Paul a-t-il invoqué au moins en substance la violation de Droits de l'Homme dans les différentes procédures ouvertes en Simonie et Rigaulie ? (§8 licenciement, §§15-16 modification du droit de visite, §17, §20, §29) Question multiple
8	8	Le tribunal de travail juge sur le licenciement, mais quelle instance est ce tribunal ? Première instance
9	8	La solution est définitivement confirmée le 20 août. – Quelle instance confirme cette solution ? La Cour suprême
10	8	Quelles étapes juridictionnelles ont mené à la décision définitive du 20 août 2014 ? Voir réponses aux questions 8 et 9
11	8	Quel est le fondement législatif du licenciement de Paul Ludi? Code du travail
12	8	A quelle date Monsieur Ludi a-t-il saisi le tribunal du travail? Le 20 mars 2010
13	8	Que précise la décision de justice confirmant le licenciement de Paul quant aux indemnités de licenciement ? Voir le cas
14	8	Quelles garanties pour le salarié prévoit le droit du travail de Rigolie en cas de licenciement pour mauvais résultats et manque de performance? Possibilité de contestation du licenciement devant le tribunal du travail
15	10	la Rigaulie a-t-elle ratifié le premier protocole additionnel à la Convention européenne des Droits de l'Homme Oui
16	10	La négociation de la prime de licenciement aura-t-elle été contrôlée par un magistrat ? Voir le cas

- 17 **12** La Simonie et la Rigaulie partagent-elles une proximité géographique et linguistique ?
Oui
- 18 **12** La Convention de 1980 sur l'enlèvement international d'enfant est-elle applicable en Simonie?
Oui
- 19 **13** la Simonie est-elle un Etat membre de l'Union européenne ?
Voir réponse à la question 2
- 20 **13** Est-ce que la Simonie et la Rigaulie sont membres de l'Union Européenne ?
Voir réponse à la question 2 et le cas
- 21 **13** Est-ce que la Simonie et la Rigaulie ont adhéré à la Convention de la Haye?
Question imprécise
- 22 **13** Est-ce que le requérant Mr. Ludi a engagé une procédure d'exequatur de la décision du 26 juin 2012?
Non
- 23 **13** Quelle est la réponse complète et détaillée de la Cour de justice de l'Union européen à la question préjudicielle du juge de Rigaulie ?
La Cour relève que constitue une violation du droit de garde le non retour de l'enfant dans l'état membre d'origine à la suite d'une décision judiciaire de ce dernier fixant la résidence de l'enfant au domicile du parent du demeurant.
- 24 **13** Quelle est la question préjudicielle posée par le juge de Rigaulie à la Cour de Justice de l'Union Européenne?
Voir par déduction la réponse à la question 23
- 25 **13** L'Etat de Simonie est-il membre de l'Union Européenne ?
Voir réponse à la question 2
- 26 **13** La Simonie est-elle partie à la Convention de la Haye du 25/10/1980 sur les aspects de l'enlèvement international d'enfants ?
Voir réponse à la question 18
- 27 **13** Quelles sont les règles prévues par la Simonie relativement à l'exécution d'une décision de justice rendue par une juridiction à l'étranger ?
Celles du Droit international
- 28 **13** À quelle date Monsieur Paul LUDI a-t-il saisi le juge de Simonie en vue d'appliquer le jugement du divorce rendu en Rigaulie ?
Sans intérêt sur le cas
- 29 **13** Est-ce que la Simonie est, elle aussi, membre de l'Union Européenne ?
Voir réponse à la question 2
- 30 **13** De quelle manière est lié l'Etat de Simonie à l'Union Européenne et à la Convention de la Haye relative à l'enlèvement international d'enfants?
Question multiple
- 31 **13** Est-ce que les deux états (Rigaulie et Simonie) sont membre de l'Union Européenne ?
Voir réponse à la question 20
- 32 **13** A quelle date Paul entame-t-il une action devant les juridictions de Rigaulie afin d'imposer à Laura la garde partagée ?
Sans intérêt sur le cas
- 33 **13** La Simonie est-elle membre de l'Union Européenne ?
Voir réponse à la question 2

- 34 **13** Dans le paragraphe 13 est indiqué que la Rigolie est un pays de l'UE. Est-ce que la Simonie y appartient également?
Voir réponse à la question 2
- 35 **13** Quels sont les effets juridiques des actes du droit de l'Union européenne à l'égard des juridictions simoniennes?
Voir réponse à la question 2
- 36 **14** À l'occasion du recours de Paul devant le juge de Simonie pour faire respecter le jugement du juge de Rigaulie sur la garde partagée des jumelles, Paul a-t-il été entendu et a-t-il pu présenter une défense face aux arguments de Laura?
Oui
- 37 **14** Est-ce que Paul a été, à un moment donné, informé de la présentation devant le juge de Simonie des lettres et mails qu'il avait envoyé à Laura?
Oui
- 38 **14** L'état psychologique de Paul a-t-il été confirmé par un expert ?
Non il n'en a pas fait la demande.
- 39 **15** Les deux États (la Simonie, la Rigaulie) ont-ils ratifié le Protocole n. 7 à la Convention de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales?
Uniquement la Rigaulie
- 40 **15** La Simonie est-elle un Etat-partie à la Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants ?
Oui
- 41 **15** La Simonie est-elle un Etat-partie à la Convention du 20 mai 1980 portant sur la reconnaissance et l'exécution des décisions en matière de garde des enfants et le rétablissement de la garde des enfants ?
Oui
- 42 **15** Quelles sont les bases légales permettant au juge simonien de refuser l'exequatur d'une décision étrangère ?
Le Droit international
- 43 **15** Est-ce que le juge a pris en considération les témoignages des jumelles lors le processus ou bien elles n'ont pas exprimé son avis relative à la garde exclusive de leur mère?
Les enfants ont été convoqués par le juge mais ne se sont pas présentés
- 44 **16** La "dernière juridiction" saisie par Paul est-elle la plus haute juridiction saisissable (dernier niveau de juridiction)?
Oui
- 45 **16** La Simonie et la Rigaulie sont-elles parties à la Convention de La Haye de 1980 relative à l'enlèvement international d'enfants?
Oui
- 46 **16** Monsieur Ludi peut-il former un recours après un classement sans suite ?
Voir le cas
- 47 **17** Pour quelles raisons les juridictions de Rigaulie se sont déclarées incompetentes ?
En raison du jugement du 19 avril 2014 confirmant la garde exclusive à la mère qui réside en Simonie
- 48 **17** Sur quels motifs juridiques les juridictions de Rigaulie estiment-elles que seules les juridictions de Simonie sont compétentes pour l'application de la décision

judiciaire de la Simonie du 19 avril 2014 ?

- Voir réponse à la question 47**
- 49 17 Quels sont les différents modes de saisine de la Cour Constitutionnelle de Rigaulie ?
- Pas de saisine individuelle**
- 50 17 Peut-on considérer la décision de la Cour constitutionnelle de Rigaulie comme une décision interne définitive insusceptible de recours ?
- Oui**
- 51 17 Est-ce que le recours personnel (individuel) à la cour constitutionnelle existe dans le système juridique de Rigaulie ?
- Voir réponse à la question 49**
- 52 17 Contre quelle décision est dirigé le recours auprès de la Cour Constitutionnelle de Rigaulie intenté par Paul ?
- Voir le cas**
- 53 17 La Cour constitutionnelle est-elle la dernière instance nationale de Rigaulie ?
- Oui**
- 54 17 Paul a-t-il, au cours de l'instance, essayé de saisir la Cour Constitutionnelle de Rigaulie ?
- Non**
- 55 17 "Les juridictions de Rigaulie vont estimer que seules les juridictions de Simonie sont compétentes et vont rejeter les demandes de Paul.". Est-ce que cette phrase signifie que la Rigaulie ainsi que la Simonie ne font pas partie de la Convention du 19 octobre 1996 concernant la compétence, la loi applicable, la reconnaissance, l'exécution et la coopération en matière de responsabilité parentale et de mesures de protection des enfants ou bien la Rigaulie a violé cette Convention pour certaines raisons?
- Question multiple**
- 56 17 Quelle est exactement la question préjudicielle qui a été posée par Paul à la CJUE ?
- Voir réponse à la question 24**
- 57 19 Quelles sont les dispositions de l'article 1984 du Code civil de Simonie ?
- Voir le cas**
- 58 19 A-t-on fourni à Paul tous les éléments nécessaires à la mise en place d'une défense effective ?
- Oui**
- 59 20 comment la délégation parentale accordée par le juge peut-elle avoir lieu le 30 mars 2014, alors que la procédure d'adoption a été engagée un mois après le mariage de Laura et Leroy, datant du 15 mars 2014 ?
- Voir erratum**
- 60 20 Existe-t-il une décision définitive de rejet des recours du requérant après la décision du 30 mars 2014 (décision qu'il entend tenter de contester en vain)?
- Toutes les voies de recours internes ont été épuisées**
- 61 20 Quelles sont précisément les dispositions légales relatives à la délégation partielle d'autorité parentale en Simonie ?
- Le juge peut exceptionnellement, dans tous les cas où l'intérêt de l'enfant le justifie, autoriser une personne à qui est confié l'enfant à exercer un acte relevant de l'autorité parentale en cas de refus abusif ou injustifié ou en cas de négligence d'un détenteur de l'autorité parentale.**

- 62 20 Quels sont les recours exercés par Paul devant le juge de Simonie et à quelle date la décision définitive en matière de délégation partielle de l'autorité parentale a-t-elle été rendue?
Question multiple
- 63 20 Quels sont les droits parentaux de Paul envers ses enfants ?
Il dispose de l'autorité parentale conjointe.
- 64 20 Quelles sont les modalités de la « délégation partielle de l'autorité parentale » accordée à Leroy ?
Voir réponse à la question 61
- 65 20 Quelle est la date de la décision nationale définitive concernant la procédure relative à l'attribution de la délégation partielle de l'autorité parentale à Leroy ?
15 juillet 2014
- 66 23 Laura et Leroy étaient-ils présents avec les jumelles lors de l'entretien à domicile des services sociaux?
Oui mais ils se sont retirés dans le salon, sur le canapé
- 67 23 Est-ce que le cadre législatif concernant les entretiens avec les enfants mineurs offre des garanties pour que les enfants expriment librement leurs opinions ?
Oui
- 68 23 De quels autres moyens disposent les services sociaux simoniens pour vérifier les accusations d'abus et d'exploitation sexuelle sur mineurs en dehors de la convocation et de la visite à domicile des parents et des mineurs?
Des moyens légaux et accessoirement adéquats
- 69 24 Paul disposait-il d'une quelconque voie procédurale lui permettant de déclencher l'action pénale malgré la décision de classement sans suite ?
Oui
- 70 24 Quel est le cadre législatif concernant le déroulement des enquêtes sociales, notamment par rapport aux motifs de classement d'une plainte?
Confusion entre l'enquête sociale et la procédure pénale
- 71 28 Quelle est la durée de la garde à vue de Mr Paul Ludi ?
Sans intérêt sur le cas
- 72 28 Combien de temps après sa garde à vue Mr Paul Ludi a-t-il été traduit devant un juge ?
Sans intérêt sur le cas
- 73 28 La loi simonienne autorise-t-elle la production d'écoutes téléphoniques dans le cadre d'une procédure sans autorisation préalable?
Voir le cas
- 74 28 Le requérant Mr. Ludi a-t-il pu bénéficier de l'assistance d'un avocat après la tentative d'enlèvement des enfants, après que son premier avocat soit placé en détention?
Oui, un avocat commis d'office
- 75 28 Quelles sont les dispositions de la loi de Simonie concernant la garde à vue ?
Sans intérêt sur le cas
- 76 28 Y a-t-il également des soupçons de corruption à l'encontre de Maître Kingsbrook ?
Voir le cas
- 77 28 Quel est le régime juridique applicable aux écoutes téléphoniques en Simonie

?

Autorisation possible sur simple demande d'enquête auprès des opérateurs téléphoniques avec possible contrôle à posteriori du juge au bout de 30 jours.

- 78 28 Quelles sont précisément les dispositions légales relatives à la mise sous écoute en Simonie ?
Voir la réponse à la question 77
- 79 28 Monsieur Paul LUDI a-t-il bénéficié de l'assistance d'un avocat au cours de sa garde à vue et lors de son procès pour enlèvement d'enfant ?
Oui
- 80 28 En Simonie, la procédure de mise sur écoute de Maître Kingsbrook était-elle prévue par une loi ?
Oui
- 81 28 Paul a-t-il eu l'assistance d'un avocat commis d'office dès le placement en garde à vue de Maître Kingsbrook ?
Oui
- 82 28 Quelle est la législation interne pertinente en matière d'écoutes téléphoniques?
Voir la réponse à la question 77
- 83 28 Paul a-t-il pu être assisté par un autre avocat après que Maître Kingsbrook a été placé en garde à vue?
Oui
- 84 28 Est-ce que un juge qui a décidé pour le placement en détention ?
Oui
- 85 28 Une fois son avocat retenu, Paul a-t-il bénéficié d'assistance juridique pendant le procès?
Oui
- 86 28 Paul a-t-il bénéficié de l'assistance d'un avocat jusqu'au jugement le condamnant à 10 ans pour tentative d'enlèvement?
Oui
- 87 28 Quel est le contenu de la loi encadrant la procédure pénale en Simonie, relative aux écoutes judiciaires?
Voir la réponse à la question 77
- 88 28 Quelle est la base légale sur laquelle s'appuie la Rigaulie pour légitimer la mise sous écoute de Me Kingsbrook ?
Confusion sur l'Etat
- 89 28 Quel est le statut des agents ayant procédé au placement en garde à vue de Paul et de Maître Kingsbrook ?
Agent de police habilité
- 90 28 Quel est le contenu de la réglementation relative à la mise sur écoute en Simonie ?
Voir la réponse à la question 77
- 91 28 Paul a-t-il bénéficié de l'assistance effective d'un avocat pendant sa garde à vue ?
Voir la réponse à la question 74
- 92 28 Est-ce que Paul a eu l'assistance d'un autre avocat lors des interrogatoires (presque) immédiatement après l'arrêt de son avocat-complice?
Voir la réponse à la question 74

- 93 28 Est-ce que les écoutes téléphoniques avec son avocat-complice sur le plan d'enlèvement des enfants ont servi de base pour prouver la culpabilité de Paul lors le processus?
A débattre
- 94 28 Pouvez-vous nous préciser quel cadre législatif encadre les écoutes téléphoniques qui ont été pratiquées ?
Voir la réponse à la question 77
- 95 28 Selon quelles modalités le droit simonien autorise-t-il l'utilisation des écoutes téléphoniques pour une autre affaire que celle pour laquelle elles ont été mises en place?
Sur autorisation préalable du procureur sauf péril éminent.
- 96 29 Paul était-il représenté par un avocat lors de son procès en date du 1er septembre 2014 ?
Voir la réponse à la question 85
- 97 29 La Simonie est-elle partie au protocole 7 à la Convention de sauvegarde des Droits de l'Homme et des Libertés fondamentales ?
Voir la réponse à la question 39
- 98 29 Existe t-il en Simonie une voie de recours accessible, offrant une possibilité de redressement des griefs et des perspectives raisonnables de succès contre la condamnation de Paul par le jugement devenu définitif le 30 septembre 2014 ?
Non
- 99 29 Lors de sa défense au procès ayant eu lieu le 1er septembre 2014, Paul a-t-il pu soulever en défense l'irrégularité des procédures menant à son arrestation et concernant sa détention?
Oui
- 100 29 Est-ce qu'il existe en Simonie un double degré de juridiction effectif en matière pénale?
Voir la réponse à la question 98
- 101 29 Quels sont les éléments de preuve sur lesquels se base cette condamnation ?
Voir le cas
- 102 29 Quelles sont les voies ordinaires de recours dans le droit interne de Simonie?
Question imprécise
- 103 29 Une voie de recours existait contre la décision du 30 septembre 2014 ?
Voir la réponse à la question 98
- 104 29 Paul a-t-il formé des recours contre le jugement du 30 septembre 2014 ?
Voir le cas
- 105 29 Etait-il possible, selon les lois en vigueur, d'interjeter appel du jugement ?
Voir la réponse à la question 98
- 106 30 Doit-on défendre conjointement la Rigaulie et la Simonie?
Voir le cas
- 107 1 et 4 La Rigaulie et la Simonie ont-elles ratifié la Convention de La Haye du 25 octobre 1980 sur les aspects civils de l'enlèvement international d'enfants ?
Voir la réponse à la question 45
- 108 1 et 4 Quelle est la distance séparant la Simonie et la Rigaulie ?
Voir la réponse à la question 17
- 109 13 et 17 La simonie est-elle membre de l'Union Européenne ?
Voir la réponse à la question 2

- 110 **13,14 et 15** Les faits nouveaux apportés par Laura permettaient-ils aux juridictions de Simonie de prendre une décision différente de celle rendue par les juridictions de Rigaulie tout en se conformant à la réponse de la Cour de Justice de l'Union Européenne à la question préjudicielle ?
A débattre
- 111 **14 et 15** Paul a-t-il contesté la recevabilité des preuves exposant sa vie privée devant les juridictions internes de Simonie ?
Oui
- 112 **14 et 16** Les jumelles ont-elles été entendues au cours la procédure qui se clôt par un jugement de rejet du 19 avril 2014 ?
Voir la réponse à la question 43
- 113 **15 et 20** Est-ce que la Simonie et la Rigaulie ont ratifié la Convention Internationale des Droits de l'Enfant?
Oui
- 114 **28 et 29** Devant les juridictions internes de Simonie, Paul a-t-il contesté le fait d'être privé de l'assistance de Maître Ted Kingsbrook en garde à vue ?
Non, voir la réponse à la question 74
- 115 **8, 14, 17 et 29** Est-ce qu'on peut présumer que droit à un procès équitable (CEDH artc. 6) a été garanti à Paul durant les processus judiciaire mentionnées aux paragraphes 8,14-17, 29
A débattre
- 116 **8 ; 14, 17 et 29** Est-ce qu'on peut présume que tous les moyens juridiques internes qui concerne la possibilité de contester les décisions prises par le tribunal, ont été épuisé durant les processus judiciaires mentionnées aux 8,14-17, 29 ?
A débattre
- 117 **Pas de §** La Simonie et la Rigolie ont-elle régulièrement ratifié la Convention de La Haye et la CIDE ?
Irrecevable pas de numéro de §
- 118 **Pas de §** Est-ce que les pays mentionnés dans le cas pratiques (Rigaulie et Simonie) sont membres de l'Union européenne ?
Irrecevable pas de numéro de §